

A n h a n g
A n n e x e s

1 - 5

zum Stadtratsprotokoll Nr. 2

vom 22. Februar 2024

au procès-verbal n° 2

du 22 février 2024



Réponse

au postulat 20230187, Commission de gestion, Tanner Anna, CDG, Zumstein Joël, CDG, Lehmann Caroline, CDG, Scheuss Urs, CDG, Sprenger Titus, CDG, Suter Daniel, CDG, Torriani Latscha Isabelle, CDG, « Financement des institutions culturelles d'importance régionale »

Dans le cadre de la validation des contrats de prestations avec les institutions culturelles pour la période 2024 à 2027, la Commission de gestion du Conseil de ville invite le Conseil municipal à soumettre au Conseil de ville sa stratégie en matière de financement des institutions culturelles d'importance régionale pour la période 2028 à 2031 au plus tard en décembre 2025 pour prise de connaissance.

Se référant au rapport du Conseil municipal du 17 mai 2023, le postulat lui demande d'étudier « les possibilités de nouvelle répartition du financement public, d'augmentation de l'autofinancement des institutions, de restructuration organisationnelle, d'évolution des prestations et la possibilité de nouvelles priorisations » (ch. 11, p.17/21).

Comme il l'indique dans le rapport susmentionné, le Conseil municipal a d'ores et déjà lancé la réflexion avec les autres organes de subventionnement concernés, notamment avec le Canton de Berne et la Ville de Soleure, et a alloué les ressources nécessaires à cette démarche. Celle-ci doit s'insérer dans le calendrier du renouvellement des contrats de prestations pour la période 2028-2031.

Durant la période de contrats de prestations actuelle, les institutions seront amenées à examiner leur capacité d'autofinancement et leurs structures organisationnelles afin d'avoir une offre en adéquation avec leurs possibilités.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20230187.

Bienne, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

Erich Fehr

Le vice-chancelier :

Julien Steiner

Annexe :

• postulat 20230187

Postulat

Commission de gestion

Financement des institutions culturelles d'importance régionale

Développement

Selon son rapport du 17 mai 2023 concernant les crédits d'engagement pour les contrats de prestations avec les institutions culturelles pour la période 2024-2027, le Conseil municipal entend mener une réflexion de fond en vue de la période contractuelle 2028-2031 « afin de développer une approche stratégique pour assurer un financement des institutions culturelles approprié à ses ressources financières » (p. 2/21). « En collaboration avec les autres organes de subventionnement et avec les institutions culturelles, seront notamment étudiées les possibilités de nouvelle répartition du financement public, d'augmentation de l'autofinancement des institutions, de restructuration organisationnelle, d'évolution des prestations et la possibilité de nouvelles priorisations » (ch. 11, p. 17/21). La procédure de renouvellement des contrats de prestations pour la période 28-31 débutera formellement en 2024 avec la rédaction de la stratégie en vue du mandat de négociation prévue en décembre 2025.

Proposition

Le Conseil municipal est invité à soumettre au Conseil de ville sa stratégie en matière de financement des institutions culturelles d'importance régionale au plus tard en décembre 2025 pour prise de connaissance.

Bienne, le 28 juin 2023

Commission de gestion

La présidente, Anna Tanner



Les membres :




**Réponse**

à la motion interpartis 20230157, Suter Daniel, PRR, Sutter Andreas, FDP, « Affectation future de l'aire des anciens abattoirs »

Les intervenants demandent au Conseil municipal de répondre à plusieurs questions concernant l'affectation future de l'aire des anciens abattoirs à la rue de Morat.

Le Conseil municipal répond ainsi :

1. Quelles affectations le Conseil municipal envisage-t-il à moyen et long terme pour l'aire des anciens abattoirs ?

L'aire des anciens abattoirs se trouve au sud du secteur de la gare de Bienne. Le développement du secteur situé au nord de la rue de Morat, entre les anciens bâtiments General Motors et les voies ferroviaires, ne fait pas encore l'objet de projets. Des travaux sont en cours pour élaborer un concept d'affectation pour le secteur plus restreint de la gare. Ce concept est l'une des conditions nécessaires pour pouvoir commencer ensuite la planification concernant les secteurs voisins, tels que l'aire des anciens abattoirs. Si l'on élabore une planification pour ce site sans tenir compte du concept d'affectation du secteur de la gare, on ne pourrait pas saisir les opportunités de synergies. Outre la culture, l'aire des anciens abattoirs devrait permettre des affectations telles que le logement, l'artisanat et les services. Comme le site est extrêmement bien desservi par les transports publics, un lotissement exempt de voitures serait par exemple aussi envisageable.

2. Quel est le potentiel constructible raisonnablement réalisable sur cette parcelle en termes de m² de surface de plancher ?*

Au vu du plan de zones actuel, l'aire en question comprend au maximum quelque 12 000 m² de surface de plancher au-dessus du sol (SPds).

3. Quel avantage financier la Ville de Bienne pourrait-elle tirer de la réalisation d'un tel projet par le revenu d'une rente de superficie (revenu par année et capitalisé sur 30 ou 60 ans)

a) aux conditions du prix du marché ?*

b) aux conditions du RLog (RDCo 8.5-1) ?*

Comme expliqué dans la réponse à la question 2, la surface de plancher réalisable dépend du futur degré d'utilisation au vu du plan de zones et de la question de savoir combien de bâtiments actuels doivent demeurer et lesquels. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de fournir d'informations concrètes. Le contrat de droit de superficie récemment conclu pour le centre de santé situé à la rue d'Aarberg 72 peut toutefois fournir un ordre de grandeur. 8500 m² SBP y sont réalisés pour une valeur de terrain de 3 910 000 francs (460 fr. par m² SBP). La rente actuelle de droit de superficie se monte à 107 525 francs. Lors d'une cession de terrain au sens du Rlog, la valeur de terrain est généralement 10 % ou 20 % plus basse.

4. Quel serait le coût de la remise en état des anciens abattoirs ?*

Il n'est pas possible à l'heure actuelle de fournir des informations concernant ce coût. Pour connaître les frais, il faudrait tout d'abord déterminer quels bâtiments doivent demeurer et quelles affectations sont prévues pour ces bâtiments. On ne peut pas exclure qu'il faille « cofinancer » la conservation des bâtiments existants au moyen de nouvelles unités sur le site.

5. En quel sens le Conseil municipal entend-il prendre position face à la proposition du Service cantonal des monuments historiques ?

Le Conseil municipal a déjà fait part au Service cantonal des monuments historiques de son inquiétude concernant le futur développement de cette aire, car ce développement sera potentiellement limité en raison de la mise sous protection du site. Renoncer à mettre le site sous protection n'entre pas en ligne de compte pour le Canton. Les propriétaires qui souhaitent faire supprimer leur objet du recensement architectural doivent faire une demande en ce sens lors de la procédure de plan d'affectation ou de permis de construire. Le Canton s'est déjà dit disposé à discuter de la portée effective de la protection dans le cadre d'un projet concret. Pour le reste, le Conseil municipal renvoie à la position officielle de la Ville de Bienne concernant le patrimoine industriel (<https://www.biel-bienne.ch/fr/details.html/29/news/3688/newsarchive/1>).

Bienne, le 15 novembre 2023

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

Le vice-chancelier :

Erich Fehr

Julien Steiner

Annexe :

· interpellation interpartis 20230157

*Afin d'éviter un coût disproportionné de la réponse à cette interpellation, celles concernant les chiffres 2 à 4 seront forcément approximatives, év. en indiquant des fourchettes de valeur.

Daniel Suter, PRR, Andreas Sutter, FDP

Interpellation interpartis

Affectation future de l'aire des anciens abattoirs

Développement

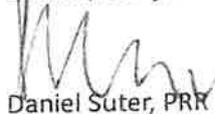
Depuis la mise en échec en 2020 de la Branche Ouest de l'A5, l'aire des anciens abattoirs a retrouvé son potentiel constructible selon le règlement biennois en matière de construction, soit les règles applicables à la zone de planification obligatoire (ZPO) 8.7 : partie intégrante du Masterplan Biel-Bienne, en zone à bâtir 4 (voir webGIS Biel-Bienne). Renseignement pris auprès du Service cantonal des monuments historiques, ce dernier envisage de déclarer ce site digne de protection au sens de l'art. 10a al. 2 LC (RSB 721.0). Le cas échéant, cette qualification pourrait être mise en cause par la propriétaire dans le cadre d'une procédure de permis de construire (art. 10d al. 2 LC).

Questions

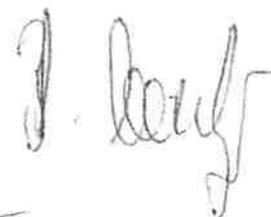
1. Quelles affectations le Conseil municipal envisage-t-il à moyen et long terme pour l'aire des anciens abattoirs ?
2. Quel est le potentiel constructible raisonnablement réalisable sur cette parcelle en termes de m² de surfaces de plancher ?*
3. Quel avantage financier la ville de Bienne pourrait-elle tirer de la réalisation d'un tel projet par le revenu d'une rente de superficie (revenu par année et capitalisé sur 30 ou 60 ans)
 - a. aux conditions du prix du marché ?*
 - b. aux conditions du RLog (RDCo 8.5-1) ?*
4. Quel serait le coût de la remise en état des anciens abattoirs ?*
5. En quel sens le Conseil municipal entend-il prendre position face à la proposition du Service cantonal des monuments historiques ?

*Afin d'éviter un coût disproportionné de la réponse à cette interpellation, celles concernant les chiffres 2 à 4 seront forcément approximatives, év. en indiquant des fourchettes de valeur.

Bienne, le 7 juin 2023


Daniel Suter, PRR


Andreas Suter, FDP









Beantwortung

der Interpellation 20230189, Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO, «Wie steht der Gemeinderat zu den vorgesehenen 8 Fernwärmeheizungen auf Holzbasis?»

Die Interpellation stellt verschiedene Fragen in Zusammenhang mit der Entwicklung von Fernwärmeheizungen auf Holzbasis durch den Energie Service Biel/Bienne ESB auf dem Gemeindegebiet von Biel. Der Gemeinderat kann die Fragen wie folgt beantworten:

1. Wie kommt es, dass trotz uneinheitlicher Meinung über Holzheizungen, so viele Holzschnitzel- und Pelletsanlagen geplant werden?

Bei der Planung von Wärmeverbänden werden Gebiete identifiziert, in welchen eine ausreichende Wärmedichte besteht. Dies bedeutet, dass der Wärmebedarf der Liegenschaften in einem ausreichenden Verhältnis zu den Kosten des Leitungsnetzes steht, welches zur Versorgung nötig ist. Eine Rahmenbedingung ist dabei, dass die Heizkosten für die angeschlossenen Kundinnen und Kunden vergleichbar sind mit anderen erneuerbaren Heizsystemen und gleichzeitig ein kostendeckender Betrieb des Wärmeverbandes möglich ist. In einem zweiten Schritt wird geprüft, welche erneuerbaren Energieträger im Gebiet eingesetzt werden können, um die nötige Wärme zu erzeugen. Die Prioritäten bei der Auswahl des Energieträgers sind wie folgt:

1. Abwärme (Industrie oder Kehrrechtverbrennung)
2. Oberflächengewässer (See, Fluss)
3. Grundwasser
4. Holzschnitzel
5. Pellets

Die Priorisierung folgt dabei dem Grundsatz, vorhandene Quellen zu nutzen und Emissionen (Lärm, Transport, Luftverschmutzung) zu minimieren. Einige der Wärmeverbände, welche auf der Website des ESB aufgeführt sind, befinden sich noch auf dem Stand vor der abgeschlossenen Machbarkeitsprüfung. Bei diesen Projekten wurden die nötigen Abklärungen für die Verfügbarkeit von Energieträgern noch nicht gemacht. In diesen Fällen wird als Energieträger Holz deklariert, da dieser unabhängig vom Gebiet eingesetzt werden kann. Von den genannten 8 Wärmeverbänden mit Holz als Energieträger sind in zwei Gebieten Abwärme, in einem Gebiet Grundwasser und in einem weiteren Gebiet die Versorgung mit Wärme aus der MÜVE denkbar. Im weiteren Verlauf der Projektentwicklung werden alle Varianten geprüft und die ökologisch sowie wirtschaftlich nachhaltigste Lösung weiterverfolgt.

2. Wie gedenkt der ESB diese Heizungen mit einheimischem Holz zu betreiben?

Die Aussage, dass die Schweizer Wälder ans Limit gelangen und im Mittelland ein Waldverlust zu verzeichnen ist, kann der Gemeinderat nicht bestätigen. So bezweckt z.B. das Waldgesetz des Bundes ausdrücklich, den Wald in seiner Fläche und seiner räumlichen Verteilung zu erhalten (Art. 1 Abs. 1 Bst. a des Bundesgesetzes über den Wald vom 4. Oktober 1991, Waldgesetz, WaG; SR 921.0). Die Schweiz hat die dichtesten Wälder (grösster Vorrat) in ganz Europa und die Waldfläche nimmt weiterhin zu (jährlich um etwa die Fläche des Bielersees). Eine Folge der zu dichten Wälder besteht darin, dass diese nur wenig zusätzliches CO₂ speichern, weil Bäume zum Wachsen Platz brauchen und dieser im Wald zu knapp ist. Um klimafitte Wälder zu fördern, sollten sich diese verjüngen können. Um diesen Wandel aktiv zu unterstützen ist die Holzernte das beste Mittel,

insbesondere dann, wenn das geerntete Holz verbaut wird und so das CO₂ langfristig gespeichert wird. Lediglich 40% des geernteten Holzes hat jedoch die für den Bau geforderten Eigenschaften (Stamm), die restlichen 60% eignen sich aber für die energetische Nutzung. In der Schweiz wachsen jährlich 10 Mio. m³ Holz nach. Der aktuelle Energieholzverbrauch aus Waldholz für die gesamte Schweiz beträgt 2.9 Mio. m³, womit noch Potential besteht, die nachhaltige Nutzung zu steigern.

Die Verfügbarkeit von Holz ist beschränkt und es ist anzunehmen, dass das Angebot an einheimischem Holz in Zukunft vollständig genutzt wird. Der ESB verfolgt bei der Versorgung der Stadt Biel mit Energie die Strategie lokal vor regional vor national vor international. Gemäss dieser Strategie wird auch das nötige Holz für die Fernwärme aus den Wäldern in der Region Biel beschafft. Um dies langfristig gewährleisten zu können, werden die lokalen Waldbesitzerinnen und Waldbesitzer in die Projektorganisationen einbezogen. So wurde gemeinsam mit der Burgergemeinde Biel die Gesellschaft Localtherm AG gegründet, um den Wärmeverbund Seedorf zu realisieren. Als Aktionärin hat die Burgergemeinde dabei ein grosses Interesse, das in ihren Wäldern anfallende Holz, welches nicht als Baustoff genutzt werden kann, zu verwerten. Im Rahmen der Sanierung des Wärmeverbundes Burgerbeunden in Nidau beteiligte sich die Burgergemeinde Nidau an der Energieverbund Bielersee AG, welche den bestehenden Verbund in die Seewassernutzung integriert. Damit kann die Nutzung von Holz für den Betrieb im Sommer reduziert und mit Energie aus dem See ersetzt werden.

3. Kann der Gemeinderat gegenüber der Bevölkerung, insbesondere den vulnerablen Menschen mit Lungenerkrankungen eine hausgemachte Erhöhung des Feinstaubes verantworten?

Die Feinstaubbelastung ist ein wichtiges Thema, das ernst genommen werden muss. Feinstaub, resp. Feinpartikel werden hauptsächlich erzeugt durch:

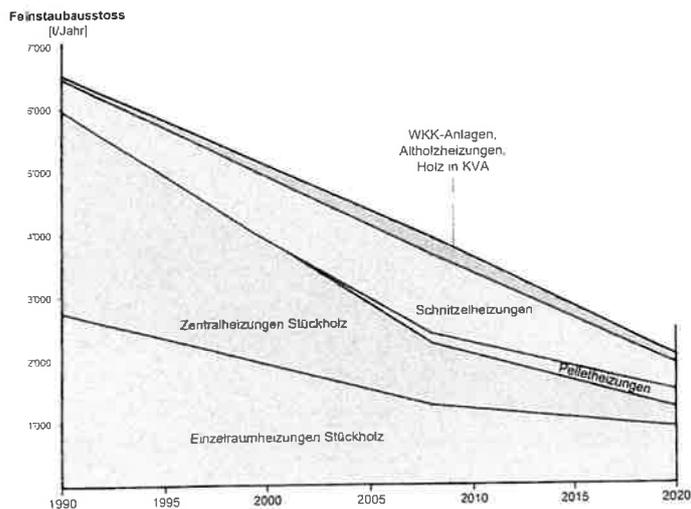
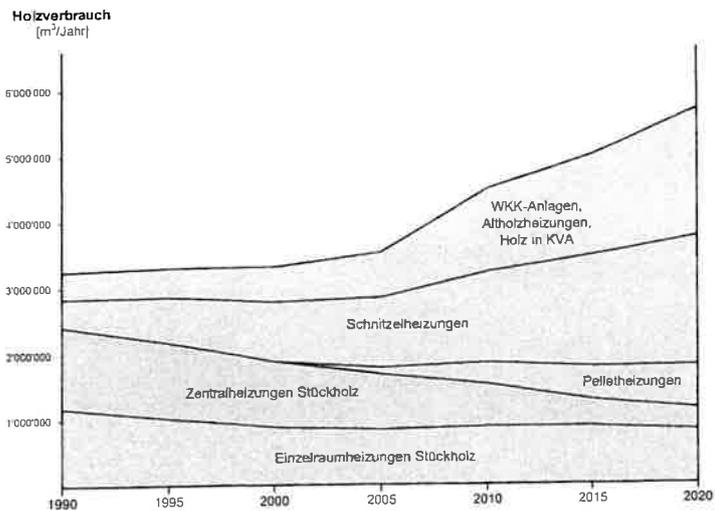
- Verbrennungsprozesse von beispielsweise Dieselmotoren und Holzheizungen
- mechanischen Abrieb von Reifen, Bremsen oder Strassenbelag
- natürliche Quellen
- Verbindung von sogenannten Vorläuferschadstoffen (Schwefeldioxid, Stickoxide, Ammoniak, flüchtige organische Verbindungen)

Bei Holzfeuerungen regelt die Luftreinhalte-Verordnung vom 16. Dezember 1985 (LRV; 814.318.142.1) die Vorschriften zum Inverkehrbringen und zum Betrieb der Feuerungen, zur Höhe der Kamine sowie zur Brennstoffqualität. Die LRV wurde mit der Revision vom 1. Juni 2018 den geltenden europäischen Vorschriften angepasst.

Bei Holzheizkesseln mit einer Feuerungswärmeleistung grösser als 70 kW (wie sie bereits in kleineren Wärmeverbänden notwendig sind) gelten sehr strenge Grenzwerte, welche alle zwei Jahre im Rahmen von Messungen kontrolliert werden. Diese Grenzwerte können nur mit modernen Filtern eingehalten werden.

Keine periodische Messung wird bei Einzelraumfeuerungen wie Cheminée oder Schwedenöfen durchgeführt. Bei regelmässiger Nutzung (Holzverbrauch über 1 m³ pro Jahr) wird gemäss LRV alle zwei Jahre eine Sichtkontrolle durchgeführt. Mit dieser wird jedoch nur überprüft, ob die Feuerung richtig bedient und mit geeignetem Brennstoff betrieben wurde.

Zusammenfassend kann festgestellt werden, dass die Feinstaubbelastung beim Verbrennungsprozess von Holzheizungen weitestgehend durch Einzelraumfeuerungen entstehen, nicht jedoch durch Wärmeverbände mit über 70 kW Feuerungswärmeleistung, welche den entsprechenden gesetzlichen Grenzwerten unterliegen. Dies lässt sich auch eindrücklich an nachstehenden Grafiken erkennen. Obwohl der Brennstoffumsatz bei Holz seit den 1990er Jahren deutlich zugenommen hat, sind die Feinstaubemissionen durch Holzfeuerungen deutlich zurückgegangen.



Quelle: Hammer, St. et al. Bundesamt für Energie: Analyse von Hemmnissen und Massnahmen zur Ausschöpfung des Holzenergiepotenzials, Zürich, 2021

4. Können diese geplanten Fernwärmeanlagen noch umgeplant werden auf Wasser, Erdwärme und/oder Solarenergie?

Wie unter Frage 1 erläutert, sind bei einigen der auf der Website aufgeführten Projekten die Machbarkeitsprüfungen noch nicht durchgeführt bzw. noch nicht abgeschlossen. Entsprechend ist die Wahl des Energieträgers noch nicht gefallen. Die Abklärungen für die Verfügbarkeit von Abwärme, Grundwasser und Oberflächengewässer sind noch nicht abgeschlossen. Eine Umplanung ist entsprechend nicht nötig. Bei den in der Interpellation genannten Energiequellen Erdwärme und Solarenergie muss beachtet werden, dass die Nutzung von Erdwärme für grosse Wärmeverbünde mit weitreichenden Bohrungen in den Untergrund verbunden ist, welche sowohl in Bezug auf den Schutz des Grundwassers, als auch hinsichtlich der wirtschaftlichen Erzeugung von Wärme kritisch zu betrachten sind. Die Nutzung von Solarenergie für Wärmeverbünde ist aufgrund der eingeschränkten Sonneneinstrahlung im Winter (Nebel, Sonnenscheindauer) und der nötigen Flächen auf dem Stadtgebiet von Biel nicht vorstellbar.

Biel, 15. November 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr

Julien Steiner

Beilage:

· Interpellation 20230189

Links:

<https://www.api.news.apps.be.ch/api/news/8bba61a8-00c5-48a9-9e4a-4d66c6f2aeda/content/1f124a2c-59c3-4bf7-8a7e-5b4dd0b1d57c/assets/preview/c9977ebc-5544-4253-9d05-bd0d0099b251/2023-05-15-kmkv-studie-waldenergieholz-de.pdf>

<https://www.heizung.de/ratgeber/diverses/feinstaub-heizungen-und-emissionswerte.html#emissionen>



Interpellation: Wie steht der Gemeinderat zu den vorgesehenen 8 Fernwärmeheizungen auf Holzbasis?

Wir haben ein Klimareglement eingeführt, welches uns verpflichtet bis 2050 netto-0 erreicht zu haben. Alternative Energien müssen dringend gefördert, das bezweifelt niemand. Allerdings kommen heute mehr denn je Zweifel auf, wie nachhaltig und CO₂ – neutral Holzheizungen sind.

Im Rahmen der Teilrevision des Klimareglements der Stadt Biel vom 28.06.2023 wurden 2.95 Millionen Ertragsüberschuss der Spezialfinanzierung zur Finanzierung der Investitionskosten des Anschlusses städtischer Gebäude an Wärmeverbunde eingelegt. Konsultiert man nun die Homepage des ESB und sucht nach diesen Fernwärmeprojekten wird man mit Erstaunen feststellen, dass davon 8 solche Projekte mittels Holz als Energielieferant projektiert werden. Sieben werden mittels Holzschnitzel betrieben, eine davon mit Pellets.

Schaut man nun in den EU-Raum findet man ohne Probleme die Stellungnahme zu Holzheizungen des deutschen Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, nukleare Sicherheit und Verbraucherschutz (BMUV). Heizen mit Holz sei entgegen der weit verbreiteten Meinung nicht klimaneutral. Die Holzverbrennung produziere neben Feinstaubemissionen auch CO₂- und andere klimarelevante Emissionen wie Methan.

Das BAFU hingegen hält an seiner schönfärberischen Motivationsstrategie fest. Noch immer deklariert das BAFU Holzheizungen als klimaneutral und verharmlost zudem den Feinstaubausstoss, deren Grenzwerte regelmässig überschritten werden. Nebst den klimaschädlichen Auswirkungen sind die gesundheitlichen ebenfalls relevant. Wenn die Grenzwerte für die Kleinstpartikel vollständig eingehalten würden, könnten jedes Jahr 1900 frühzeitige Todesfälle vermieden werden. 13'500 Spitaltage würden wegfallen, 2,7 Milliarden Franken Gesundheitskosten gespart. Das schrieb das BAFU 2021 in einem Bericht an den Bundesrat.

Vor diesem Hintergrund stellen sich uns folgende Fragen:

- Wie kommt es, dass trotz uneinheitlicher Meinung über Holzheizungen, so viele Holzschnitzel- und Pelletsanlagen geplant werden?
- Die Schweizer Wälder gelangen bereits ans Limit mit der Feuerholzmenge die jährlich benötigt werden. Im Mittelland verzeichnen wir bereits einen Waldverlust. Wie gedenkt der ESB diese Heizungen mit einheimischem Holz zu betreiben?
- Die Feinstaubemissionen in der Schweiz übersteigen in den Wintermonaten regelmässig die Grenzwerte und führen zu vermehrten Hospitalisationen mit den entsprechenden Kosten. resp. Todesfälle. Insbesondere bei Hochnebellage. Die EU-Normen liegen zudem um ein Vielfaches tiefer als die Schweizer Grenzwerte. Kann der Gemeinderat gegenüber der Bevölkerung, insbesondere den vulnerablen Menschen mit Lungenkrankheiten eine hausgemachte Erhöhung des Feinstaubes verantworten?
- Können diese geplanten Fernwärmeanlagen noch umgeplant werden auf Wasser, Erdwärme und/oder Solarenergie?

Biel, den 29.06.2023
Für die Fraktion SP /JUSO

Susanne Clauss

Bucher
J. J. J. J.
A. J. J. J.
V. J. J. J.



Beantwortung

der dringlichen überparteilichen Interpellation 20230285, Briechle Dennis, GLP, Roth Myriam, Grüne, «Unzumutbare Velostation – wie lange noch?»

Die dringliche überparteiliche Interpellation fordert den Gemeinderat auf, verschiedene Fragen im Zusammenhang mit der Velostation im Bieler Bahnhofparking zu beantworten.

Der Gemeinderat nimmt zu den Fragen der Interpellanten wie folgt Stellung:

1. Wie beurteilt der Gemeinderat die aktuelle Situation der Velostation?

Der Gemeinderat bedauert, dass die Velostation derzeit nur beschränkt betrieben werden kann. Die betroffenen Stellen arbeiten an einer Lösung für die rasche Wieder-Inbetriebnahme. Die Abstellplätze in der Velostation sind grundsätzlich nach wie vor uneingeschränkt benutzbar. Jedoch ist die Anlage offen und jedes Velo muss infolge Ausfall der Zutrittskontrolle entsprechend gesichert werden. Ab Kenntnis der Funktionsstörung hat die mit dem Betrieb betraute Firma die Benützer der Velostation mittels einer entsprechenden Mitteilung direkt bei der Velostation auf diesen Umstand hingewiesen und empfohlen, die abgestellten Velos abzuschliessen und keine persönlichen Gegenstände bei den Velos zu lagern.

2. Seit wann ist das aktuelle Zutrittssystem defekt? Bis wann wird der Defekt behoben?

Das Zutrittssystem ist seit dem 08.09.2023 defekt. Es sollte bis Anfang 2024 wieder funktionsfähig sein. Jedoch wird die Beschaffung einer neuen Software für die Abonnentenverwaltung länger dauern, da hierzu noch verschiedene Fragen geklärt werden müssen (Kompatibilität mit Systemen anderer Städte, Wirtschaftlichkeit etc.).

3. Wurden Massnahmen ergriffen, um die negative Auswirkung des defekten Zutrittssystems zu mindern, beispielsweise durch vermehrte Anwesenheit von Aufsichtspersonal?

Die Apcoa Parking Service Switzerland AG, welche die Velostation im Auftrag der Parking Biel AG und der Stadt Biel betreibt, führt vermehrte Kontrollen durch. Eine permanente Überwachung ist aber nicht möglich. Die Nutzenden sind gehalten, die Velos in der Velostation gut zu sichern.

4. Gemäss dem Jahresbericht 2022 der Parking Biel AG wurde 2022 eine Investition in den Ersatz der automatischen Schiebetüranlage und 2021 in die Erneuerung des Zugangssystems getätigt. Sind diese Investitionen erfolgt? Handelt es sich um die dann beschafften Systeme, welche nun defekt sind?

Diese Investitionen sind erfolgt. Der Ausfall betrifft aber nicht die damals beschafften Systeme, vielmehr ist der für die Velostation eingesetzte Server irreparabel defekt.

5. Welche Schäden sind durch die entwendeten Velos entstanden? Wer haftet dafür?

Es wurden Velos gestohlen und Utensilien wie Regenschutz, Handschuhe etc. Auch bei abgeschlossenen Türen der Velostation mussten in der Vergangenheit Diebstähle festgestellt werden. Unberechtigte Personen traten in die Velostation zum Zeitpunkt ein, wenn ein Kunde resp. eine Kundin die Velostation mit dem Badge geöffnet hatte. Die Velostation kann ohne Badge verlassen werden, hierzu muss lediglich der Türöffner betätigt werden. Daher kann auch eine abgeschlossene Velostation keine 100%-ige Sicherheit garantieren.

Die Velos und allfällige sonstige persönliche Gegenstände der Kundschaft sind durch deren Privatversicherung versichert. Der Selbstbehalt für Diebstahlschäden beträgt in der Regel 200 Franken pro Schadenfall. Bei den Türen der Velostation sind die Allgemeinen Nutzungsbestimmungen der Stadt Biel angebracht.

6. Die Velostation ist ein kostenpflichtiges Angebot. Erhalten die Kundinnen und Kunden eine Erstattung/Gutschrift für die Zeit, in welcher das beworbene Angebot, namentlich die sichere Aufbewahrung von Velos, nicht vollständig erbracht werden kann?

Die Velostation kann nach wie vor ungehindert benutzt werden, ist jedoch nicht abgeschlossen. Die Kundschaft erhält auf Verlangen eine entsprechende Rückerstattung.

7. Wie und wie oft wurden die Kundinnen und Kunden der Velostation über die aktuelle Situation und die kommenden Schritte informiert?

Da die Daten aufgrund des ausgefallenen Servers nicht mehr vorhanden sind, konnten die Kundinnen und Kunden nicht direkt angeschrieben werden. Nachdem der Server ausgefallen war, wurden bei den Türen der Velostation Anschläge angebracht, mittels welcher die Kundschaft darüber informiert wurde, dass die Türen aufgrund des Serverausfalls nicht mehr geschlossen werden können. In einem hierauf folgenden Anschlag wurden die Kundinnen und Kunden zusätzlich daran erinnert, dass sie ihre Velos abschliessen und keine Wertsachen oder ähnliches in der Velostation deponieren sollten.

8. Dem Vernehmen nach war/ist es aktuell nicht möglich ein Jahresabo für die Velostation online oder vor Ort zu kaufen. Wie lange dauert es, bis dies (wieder) ermöglicht wird? Auf welchen Kanälen können Abonnemente heute und in Zukunft bezogen werden?

Die Instandstellung der Zutrittskontrolle und eine einfache Lösung für den Bezug von Jahresabonnements am Schalter der Apcoa wird bis Anfang 2024 angestrebt. Diese soll bis Mitte 2024 durch ein zeitgemässes Onlineportal abgelöst werden.

9. Wie haben sich die Abonnements-Verkäufe im Jahr 2023 im Vergleich zu den Vorjahren entwickelt?

Die Abonnements-Verkäufe bewegen sich seit Jahren mit geringen Abweichungen im selben Rahmen.

10. Ebenfalls ist es offenbar nur möglich, Abonnemente in bar zu bezahlen. Ist vorgesehen in absehbarer Zeit auch andere Zahlungsmittel vorzusehen?

Dies ist einer der Gründe, weshalb die Evaluation der Informatik-Ersatzlösung eine gewisse Zeit in Anspruch nimmt. Die künftige Lösung soll den aktuellen Bedürfnissen – wie auch mit

vorliegendem Vorstoss erfragt – sowohl der Kundschaft als auch der Anbieterin Rechnung tragen (bspw. flexible Buchungen von einem Tag oder längeren Perioden und Kompatibilität mit anderen Städten), zumal hiermit eine nicht unerhebliche Investition verbunden sein wird. In Zukunft sollen somit auch digitale Zahlungsmöglichkeiten angeboten werden können.

11. Ist der Gemeinderat zufrieden mit der Bewirtschaftung der Velostation durch den aktuellen Betreiber?

Die Dienstleistung wird in der erwarteten Qualität erbracht. Der Total-Ausfall des Betriebssystems war nicht vorhersehbar. Das Ereignis bietet auch Chancen. Nach nun 20-jährigem Betrieb können neben den Anforderungen an ein neues Betriebssystem auch Überlegungen zur zukünftigen Einrichtung der Anlage gemacht werden. Durch die Zunahme von E-Bikes und Lastenvelos bestehen auch hier neue Herausforderungen.

12. Könnte sich der Gemeinderat vorstellen, den Betrieb der Velostation allenfalls an einen anderen Betreiber zu vergeben? Andernorts (Bern, Lyss, Solothurn etc.) werden diese durch Institutionen der Arbeitsintegration betrieben, wäre dies eine Option?

Der Gemeinderat ist offen für solche mittelfristigen Überlegungen. Dabei ist anzumerken, dass der Betrieb einer Velostation nicht durch Gelder der Arbeitsintegration finanziert werden kann. Die Arbeitsintegration kann für gewisse Aufgaben zwar Personen zuweisen (bspw. aus der Sozialhilfe, IV, Asylwesen), diese erhalten jedoch einen Teillohn, welcher durch den Anbieter bezahlt werden muss. Dort wo Velostationen durch die Arbeitsintegration betrieben werden, werden die Kosten für den Betrieb durch die Gemeinden getragen (bspw. Bern, Lyss, Thun).

Derzeit steht jedoch die rasche Wiederinbetriebnahme der Anlage im Vordergrund.

Biel, 20. Dezember 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:

Barbara Labbé

Beilage:

· Dringliche überparteiliche Interpellation 20230285

20230285

Dringlichkeit
gewährt

Interpellation, Dringlichkeit beantragt

Unzumutbare Velostation – wie lange noch?

Seit einiger Zeit funktioniert das Zutrittssystem zur Velostation am Bieler Bahnhof nicht und ist ausser Betrieb. Dies hat zur Folge, dass die Velos in der Station weniger gut geschützt sind. Das kostenpflichtige Angebot verliert damit seinen wichtigsten Vorteil und kann seinen Kundinnen und Kunden gegenüber das eigentlich versprochene Angebot nicht mehr erbringen. Der Gemeinderat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie beurteilt der Gemeinderat die aktuelle Situation der Velostation?
2. Seit wann ist das aktuelle Zutrittssystem defekt? Bis wann wird der Defekt behoben?
3. Wurden Massnahmen ergriffen, um die negativen Auswirkung des defekten Zutrittssystems zu mindern, beispielsweise durch vermehrte Anwesenheit von Aufsichtspersonal?
4. Gemäss dem Jahresbericht 2022 der Parking Biel AG wurde 2022 eine Investition in den Ersatz der automatischen Schiebetüranlage und 2021 in die Erneuerung des Zugangssystems getätigt. Sind diese Investitionen erfolgt? Handelt es sich um die dann beschafften Systeme, welche nun defekt sind?
5. Welche Schäden sind durch entwendete Velos entstanden? Wer haftet dafür?
6. Die Velostation ist ein kostenpflichtiges Angebot. Erhalten die Kundinnen und Kunden eine Erstattung/Gutschrift für die Zeit, in welcher das beworbene Angebot, namentlich die sichere Aufbewahrung von Velos, nicht vollständig erbracht werden kann?
7. Wie und wie oft wurden die Kundinnen und Kunden der Velostation über die aktuelle Situation und die kommenden Schritte informiert?
8. Dem Vernehmen nach war/ist es aktuell nicht möglich ein Jahresabo für die Velostation online oder vor Ort zu kaufen. Wie lange dauert es, bis dies (wieder) ermöglicht wird? Auf welchen Kanälen können Abonnemente heute/in Zukunft bezogen werden?
9. Wie haben sich die Abonnements-Verkäufe im Jahr 2023 im Vergleich zu den Vorjahren entwickelt?
10. Ebenfalls ist es offenbar nur möglich, Abonnemente in bar zu bezahlen. Ist vorgesehen, in absehbarer Zeit auch andere Zahlungsmittel vorzusehen?
11. Ist der Gemeinderat zufrieden mit der Bewirtschaftung der Velostation durch den aktuellen Betreiber?
12. Könnte sich der Gemeinderat vorstellen, den Betrieb der Velostation allenfalls an einen anderen Betreiber zu vergeben? Andernorts (Bern, Lyss, Solothurn,...) werden diese durch Institutionen der Arbeitsintegration betrieben, wäre dies eine Option?

Biel/Bienne, 16.11.2023



Dennis Briechle
GLP



Myriam Roth
Vert-e-s



Beantwortung

des Postulates 20230225, Loderer Benedikt, Fraktion Grünes Bündnis, Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis, Scheuss Urs, Fraktion Grünes Bündnis, «Spitalzentrum Beaumont – die zweite Bieler Altstadt!»

Der Gemeinderat wird gebeten, folgende Punkte zu prüfen und darzulegen:

1. *Zu welchen Bedingungen kann die Stadt Biel Boden und Liegenschaften des heutigen Spitalzentrums im Beaumont kaufen, sobald die Spital AG den Standort des Spitalzentrums verlegt hat?*
2. *Welche städtebaulichen Überlegungen hat sich der Gemeinderat bis anhin für die Zukunft dieses Perimeters gemacht?*
3. *Was hält der Gemeinderat von Biels zweiter Altstadt (vgl. Begründung)?*
4. *Welche baurechtlichen und planerischen Grundlagen müssen geschaffen werden, damit auf dem Gebiet des heutigen Spitalzentrums eine dynamische und bedürfnisorientierte Entwicklung möglich ist? Diese Grundlagen sollen insbesondere folgende Überlegungen beinhalten:*
 - a. *Es wird möglichst viel der heutigen Bausubstanz erhalten,*
 - b. *Es werden möglichst wenig Nutzungen im Vorfeld festgelegt.*
 - c. *Die Stadt Biel macht das Gelände zugänglich für Zwischennutzungen.*
5. *Ist der Gemeinderat gewillt, seine Planung auf die unter Punkt 1 und 2 genannten Zielvorstellungen auszurichten?*

Mit diesen Fragen heben die Postulanten die Wichtigkeit eines der begehrtesten Entwicklungsareale der nächsten Jahre oder sogar Jahrzehnte in Biel hervor. Der Gemeinderat ist sich dessen bewusst. Er ist ebenfalls der Ansicht, dass der Kauf dieser Grundstücke durch die Stadt Biel geprüft und diskutiert werden muss.

Wie er es in der Vereinbarung der Stadt mit der Spitalzentrum Biel AG erwähnt hat, ist sich der Gemeinderat ebenfalls der Erwartungen des Spitalzentrums bewusst, das auf einen substantiellen Gewinn zählt, um seine neuen Infrastrukturen in Brugg zu finanzieren. Auch der Bau eines neuen öffentlichen Spitals ist von öffentlichem Interesse.

Der Gemeinderat kann die gestellten Fragen zum heutigen Zeitpunkt nicht präzise beantworten. Derzeit stehen die Überlegungen noch ganz am Anfang. Der Wert der betroffenen Parzellen auf längere Sicht und entsprechend der möglichen und gewünschten Entwicklungen wird sicher den wichtigsten Aspekt der ersten Studien und der Diskussionen zwischen der Spitalzentrum Biel AG und der Stadt Biel darstellen. Parallel dazu wird ausserdem eine Zukunftsvision für das Spitalareal im Beaumont zu entwickeln sein.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das Postulat 20230225 erheblich zu erklären.

Biel, 13. Dezember 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:

Barbara Labbé

Beilage:

· Postulat 20230225

Vorstoss Nr. / Interv. no:

20230225

Termin GR / Délai CM:

Direktion / Direction:

Mitbericht / Corapport:

Postulat

Spitalzentrum Beaumont - die zweite Bieler Altstadt!

Der Gemeinderat wird gebeten, folgende Punkte zu prüfen und darzulegen:

1. Zu welchen Bedingungen kann die Stadt Biel Boden und Liegenschaften des heutigen Spitalzentrums im Beaumont kaufen, sobald die Spital AG den Standort des Spitalzentrums verlegt hat?
2. Welche städtebaulichen Überlegungen hat sich der Gemeinderat bis anhin für die Zukunft dieses Perimeters gemacht?
3. Was hält der Gemeinderat von Biels zweiter Altstadt (vgl. Begründung)?
4. Welche baurechtlichen und planerischen Grundlagen müssen geschaffen werden, damit auf dem Gebiet des heutigen Spitalzentrums eine dynamische und bedürfnisorientierte Entwicklung möglich ist? Diese Grundlagen sollen insbesondere folgende Überlegungen beinhalten:
 - a. Es wird möglichst viel der heutigen Bausubstanz erhalten.
 - b. Es werden möglichst wenig Nutzungen im Vorfeld festgelegt.
 - c. Die Stadt Biel macht das Gelände zugänglich für Zwischennutzungen.
5. Ist der Gemeinderat gewillt, seine Planung auf die unter Punkt 1 und 2 genannten Zielvorstellungen auszurichten?

Begründung:

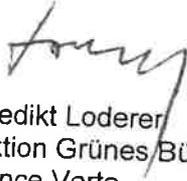
Das Spitalzentrum im Beaumont hat ein grosses städtebauliches Potenzial. Zuerst halten wir fest: Liegenschaften dieser Grössenordnung abzureissen, wäre ein ökologischer und ökonomischer Unsinn. Ein solcher Abriss droht dem Spitalzentrum aber, wenn die Stadt nicht frühzeitig ihre Planung in eine Richtung lenkt, die den Erhalt von möglichst viel Bausubstanz berücksichtigt!

Das heutige Spitalzentrum ist gross. Gross genug für die unterschiedlichsten Nutzungen. Die Planung auf die Erstellung von Wohnraum einzuschränken, wäre eine Verschwendung des Potenzials, das das Spitalzentrum zu bieten hat. Deshalb sollen möglichst wenig Nutzungen im Vorfeld festgelegt werden. Vielmehr sollten sich die Nutzung nach den dann aktuellen Bedürfnissen richten. Neben Wohnraum können dies auch gewerbliche oder kulturelle Nutzungen sein. Die Entwicklung sollte nicht von oben diktiert werden, sondern sich nach den Bedürfnissen der Nutzer:innen ausrichten. Dazu eignen sich Zwischennutzungen. Sie schaffen die Möglichkeit, in einem zeitlich begrenzten Rahmen zu testen, was funktioniert und was nicht funktioniert. Es ist dieser Prozess, der die längerfristige Zukunft des Areals bestimmen wird.

Voraussetzung dafür ist, dass die Stadt das Gelände zugänglich macht. Das bedeutet, dass die nötigen Vorkehrungen getroffen werden, dass die Liegenschaften auch genutzt werden können. Die Stadt kann den grössten Einfluss auf die zukünftige Entwicklung nehmen, wenn sie die Grundstücke des heutigen Spitalzentrums im Beaumont selber kauft.

Unter diesen Bedingungen kann im Beaumont eine zweite Bieler Altstadt entstehen. Sie stammt nicht aus dem Mittelalter, sondern aus dem 20. Jahrhundert und erfährt seit seinem Bau und auch in absehbarer Zukunft Erweiterungen, die auf die Bedürfnisse der ansässigen Bevölkerung ausgerichtet ist. Eine lebendige, organische Entwicklung anstelle einer banalen Wohnüberbauung.

Biel/Bienne, 24. August 2023



Benedikt Loderer
Fraktion Grünes Bündnis/
Alliance Verte



Stefan Rüber
Fraktion Grünes Bündnis/
Alliance Verte



Urs Scheuss
Fraktion Grünes Bündnis/
Alliance Verte